

**FONDS DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL POUR LA
CONSOLIDATION DE LA PAIX
MODELE DE DOCUMENT DE PROJET**



United Nations
Peacebuilding

DOCUMENT DE PROJET DU PBF

Longueur : 12 pages maximum (plus page de couverture et annexes)

Pays : Guinée	
TITRE DU PROJET : Projet d'appui à la participation des jeunes hommes et jeunes femmes à la gouvernance dans les 20 communes les plus conflictogènes de la Guinée.	
Slogan : Foniké ! Wontanara, Wonnöma [Nous les Jeunes ! Ensemble nous pouvons contribuer au processus de prévention des conflits et consolidation de la paix dans nos communautés]	
NUMERO de Projet / portail Gateway du MPTF-O (pour les projets en cours) :	
Modalité de financement du PBF <input checked="" type="checkbox"/> IRF <input type="checkbox"/> PRF	Indiquer si les fonds doivent être déboursés dans un fonds d'affectation spéciale ("Trust Fund") : <input type="checkbox"/> Fonds d'affectation spéciale national <input type="checkbox"/> Fonds d'affectation spéciale régional Nom du fonds d'affectation spéciale :
Liste de l'ensemble des agences bénéficiaires des fonds du PBF (en commençant par l'agence chef de file), type d'organisation (ONU, ONG etc.) : UNFPA, UNICEF, UNESCO	
Autres partenaires de mise en œuvre (gouvernementaux ou non-gouvernementaux) : ○ <u>Gouvernement</u> - Ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation - Ministère de la Jeunesse - Ministère de l'Action Sociale, de la Promotion Féminine et de l'Enfance - Ministère de l'Unité nationale et de la Citoyenneté ○ <u>Organisations de la Société Civile</u> - Association « Les Villageois 2.0>> - AfriYAN (Réseau des Adolescents et Jeunes en Population et Développement) - ABLOGUI (Association des Blogueurs de Guinée) - PROJEG (Le Programme Concerté de Renforcement des Capacités des Organisations de la Société Civile et de la Jeunesse Guinéenne) - RAJGUI (Réseau Afrique Jeunesse Guinée)	
Date approximative de démarrage du projet¹ : Décembre 2018 Durée du projet en mois :² 18 mois Zones géographiques de mise en œuvre du projet : 20 communes : Conakry (Ratoma, Matoto), Boké (Commune Urbaine, Kamsar, Sangarédi et Kolaboui), Boffa (Douprou), Kindia (Commune urbaine, Friguiagbè), Pita (Commune urbaine), Labé (Commune urbaine), Dinguiraye (Commune urbaine, Kalinko, Banora), Sigui (Commune urbaine, kintinia), N'zérékoré (Commune urbaine), Beyla (Commune urbaine), Yomou (Diécké), kouroussa (Commune urbaine)	

¹ Note: la date de démarrage du projet sera celle du premier versement.

² La durée maximum des projets IRF est de 18 mois et PRF de 36 mois.

<p>Le projet relève-t-il d'une des fenêtres de priorité spécifiques du PBF :</p> <p><input type="checkbox"/> Initiative de promotion de l'égalité des sexes</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Initiative de promotion des jeunes</p> <p><input type="checkbox"/> Transition entre différentes configurations de l'ONU (e.g. désengagement d'une mission de maintien de la paix)</p> <p><input type="checkbox"/> Projet transfrontalier ou régional</p>	
<p>Budget total du projet PBF* (par agence bénéficiaire) :</p> <p>UNFPA: \$ 679,343</p> <p>UNICEF: \$ 473,475</p> <p>UNESCO: \$ 289,542</p> <p>Total PBF : \$ 1,442,360</p> <p><i>*Le budget total approuvé et le versement de la deuxième tranche, ou toute tranche supplémentaire, sont soumis à la condition d'être approuvés par PBSO, et à la disponibilité des fonds sur le compte du PBF. L'agence coordinatrice doit démontrer la dépense/engagement d'au moins de 75% de la tranche précédente et la soumission de tous les rapports PBF dus dans la période écoulée.</i></p>	
<p>Toute autre source de financement destinée au projet (montant et source) :</p> <p>Budget total du projet :</p>	
<p>PBF 1^{ère} tranche :</p> <p>UNFPA: \$ 475,540</p> <p>UNICEF: \$ 331,433</p> <p>UNESCO: \$ 173,725</p>	<p>PBF 2^{ème} tranche*:</p> <p>UNFPA: \$ 203,803</p> <p>UNICEF: \$ 142,043</p> <p>UNESCO: \$ 115,817</p>
<p>Décrire brièvement en deux ou trois phrases le projet en expliquant succinctement son aspect urgent, son rôle catalyseur, sa tolérance au risque et son caractère innovant :</p> <p>L'urgence du projet se justifie par le fait qu'il n'existe pas de cadre formel de dialogue entre les jeunes et les autres acteurs notamment les autorités locales. Cette absence de cadre de dialogue et la non-inclusivité des processus décisionnels sont parmi les principales sources de tension et de conflits et provoquent de nombreux mouvements de revendications souvent violents causés par les jeunes ou dans lesquelles ils sont entraînés.</p> <p>Le projet mettra en place les bases d'un dialogue formel et des mécanismes de prise de décision associant les jeunes et les Conseils Municipaux. Le caractère innovant de ce projet réside dans son approche de l'inclusivité et de la participation de l'ensemble des catégories de jeunes femmes et hommes à la gouvernance locale. A travers les conseils des jeunes, les besoins et préoccupations de l'ensemble des catégories de ces jeunes seront prise en compte dans les Plans de Développement Locaux (PDL) et Programmes Annuels d'Investissement (PAI), sensibles aux conflits, et aux préoccupations des jeunes filles, dans ces 20 communes ciblées afin de prévenir les conflits et renforcer la cohésion sociale.</p>	
<p>Résumer le mécanisme de consultation dans le pays et le processus pour entériner le projet préalablement à la soumission à PBSO, y compris via examen / consultation du Comité de pilotage du PBF, le cas échéant.</p> <p>La conception du projet s'est faite de manière participative et inclusive. Les agences du système des Nations Unies concernées ont développé la proposition de projet qui a fait l'objet des échanges avec les ministères clés notamment le Ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation qui assure la tutelle des communes et qui est chargé de la mise en œuvre de la politique nationale de décentralisation. La concertation s'est faite également avec le Ministère de la Jeunesse qui assure le lead sur toutes les questions relatives à la jeunesse et qui a déjà engagé à l'échelle nationale le processus de mise en place du conseil national de la jeunesse qui est une instance devant faciliter la participation et l'inclusion des jeunes dans les processus de prise de décision du niveau local au niveau central. Le Ministère des Affaires Sociales et de la Promotion Féminine à travers ses directions techniques</p>	

spécialisées a participé aux séances d'échange sur la conception du projet. Les organisations de la société civile et les ONGs nationales ont également apporté une contribution significative au développement du projet notamment dans le cadre de l'analyse des conflits, la formulation des interventions.

Degré de contribution à la promotion de l'égalité des sexes³ : 2

Spécifiez le pourcentage et le montant du budget total du projet alloués aux activités directement liées à l'égalité entre les sexes / le renforcement des capacités des femmes :

Au moins 30% du budget soit 432 708 USD sera alloué aux activités liées à l'égalité de genre et en particulier les activités de communication et de plaidoyer en faveur des femmes.

Degré de risque du projet⁴ : 1

Sélectionner le domaine de priorité de l'intervention (« focus area ») du PBF résumant au mieux l'objet du projet (choisir un domaine seulement⁵) : 2.3

Le cas échéant, le résultat de l'UNDAF auquel le projet contribue :

Le cas échéant, **Objectif de Développement Durable** auquel le projet contribue : ODD 16

Type de demande :

Nouveau projet



Révision de projet ☐

Pour les révisions de projet, sélectionnez tous les changements pertinents et fournir une brève justification à la fin du document :

Extension de la durée : ☐ Durée additionnelle du projet en mois :

Changement de résultat / sujet : ☐

Changement de l'allocation budgétaire entre résultats ou augmentation de plus de 15% par catégorie de budget : ☐

Budget PBF supplémentaire : ☐ Budget supplémentaire par agence bénéficiaire :

USD XXXXX

Brève justification de la révision:

NB : s'il s'agit d'une révision, indiquer chaque changement du document de projet en rouge ou en MODE RÉVISION. Inclure également un nouveau cadre de résultats et un budget en indiquant clairement les changements apportés. Les parties sans modifications restent les mêmes. De nouvelles signatures seront requises.

³ **Score 3** pour les projets qui ont l'égalité entre les sexes comme objectif principal (minimum 80% du budget total est alloué à l'égalité entre les sexes et le renforcement des capacités des femmes).

Score 2 pour les projets qui ont l'égalité entre les sexes comme objectif significatif (minimum 30% du budget qui va à l'égalité entre les sexes et le renforcement des capacités des femmes).

Score 1 pour les projets qui contribuent d'une certaine manière à l'égalité entre les sexes, mais pas de manière significative (moins de 15% du budget total).

⁴ 0 = risque faible pour la réalisation des résultats

1 = risque moyen pour la réalisation des résultats

2 = risque élevé pour la réalisation des résultats

⁵ (1.1) Réforme du Secteur de la Sécurité, (1.2) État de droit, (1.3) DDR, (1.4) Dialogue politique

(2.1) Réconciliation nationale ; (2.2) Gouvernance démocratique ; (2.3) Prévention/gestion des conflits

(3.1) Création d'emplois ; (3.2) Accès équitable aux services sociaux

(4.1) Renforcement des capacités nationales de l'État ; (4.2) Prolongement de l'autorité de l'État/de l'administration locale ;

(4.3) Gouvernance des ressources de consolidation de la paix et Secrétariat PBF

Signature des récipiendaires

<p>AGENCE RECIPIENDAIRE</p> <p>Nom du représentant : M. Cheikh [REDACTED]</p> <p>[REDACTED]</p> <p>Date et visa :</p>	<p>Représentant du gouvernement national</p> <p>Nom : Général Bouréma CONDE</p> <p>[REDACTED]</p> <p>Signature</p> <p>Titre : Ministre de l'Éducation Territoire et de la Décentralisation</p> <p>Date et visa :</p>
<p>Nom du représentant : M. Marc RUBIN, Représentant de l'UNICEF en Guinée [Tel : (+224) 625 00 00 23] E-mail : m.rubin@unicef.org</p> <p>[REDACTED]</p> <p>Date et visa :</p>	<p>Représentant du gouvernement national</p> <p>Nom : M. Mamadou Mouctar DIATLOU</p> <p>[REDACTED]</p> <p>Signature</p> <p>Titre : Ministre de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes</p> <p>Date et visa :</p>
<p>Nom du représentant : M. YDO Yao, Directeur Régional de l'UNESCO basé à Abuja [Tel : (+234)8054120193] E-mail : y.ydo@unesco.org</p> <p>[REDACTED]</p> <p>Signature</p> <p>Nom de l'agence : Nations unies Science et la Culture</p> <p>Date et visa :</p>	<p>Bureau d'appui à la consolidation de la paix (PBSO)</p> <p>Nom du représentant : M. Oreste Fernandez</p> <p>[REDACTED]</p> <p>Titre : Sous-coordonnateur adjoint pour la consolidation de la paix</p> <p>Signature</p> <p>Date & visa :</p>

21 Nov 2018

I- Contexte de consolidation de la paix et justification de l'appui de PBF

A) Analyse des conflits

La Guinée n'a certes pas connu de graves crises sécuritaires au cours des cinq dernières années mais, au regard de la récurrence des crises sociales et politiques violentes auxquelles elle fait face, le pays demeure dans la catégorie des Etats fragiles. En effet, une analyse participative des conflits en Guinée, menée en 2017 par les acteurs nationaux avec l'appui du système des Nations Unies, montre que le pays est confronté à plusieurs types de conflits parmi lesquels les principaux sont : les conflits électoraux, les conflits sociaux liés à l'exploitation minière et aux revendications des services sociaux de base, les conflits fonciers et domaniaux. Au cœur de ces conflits se trouvent plusieurs acteurs parmi lesquels les jeunes de moins de 35 ans qui représentent 77,1 % de la population de la Guinée dont 40% de jeunes filles (RGPH de 2014).

Dans l'ensemble du pays notamment dans les zones minières, les jeunes, sur fond de frustrations accumulées (sociales, politiques, économiques), initient et/ou participent aux mouvements de revendications souvent violents qui sont caractérisés par le blocage des routes, la destruction des biens et les violences physiques. Ces violences constituent aux yeux des jeunes, des moyens de pression sur les autorités pour une prise en compte de leurs préoccupations. Il est à préciser que l'on observe ces derniers temps une participation des jeunes femmes à des revendications de rues même si ce groupe reste marginal. Aussi remarque-t-on quelques manifestations spécifiques à caractères souvent pacifiques organisées par les femmes et leurs associations. A titre d'exemple, le 12 février 2018, les femmes ont manifesté pour réclamer l'ouverture des classes suite à une grève déclenchée par les enseignants ; aussi, le 07 Mars 2018 plus de 10 000 femmes (selon le site AfricaNews du 14 Mars 2018) sont descendues dans les rues pour protester contre les violences policières et l'impunité.

La réponse répressive donnée par les autorités administratives et sécuritaires aux revendications des jeunes, entraînent des confrontations violentes qui se soldent souvent par des arrestations, des destructions de biens et des cas de décès. Entre janvier et juillet 2018, les communes de Boke, Kindia, Pita, Nzérékoré, Kamsar, Sangarédi, Kolaboui et Siguiri ont connu chacune au moins cinq manifestations violentes initiées et animées par des jeunes. Dans son rapport 2017/2018, Amnesty International publie que « au moins 18 personnes ont été tuées et des dizaines d'autres blessées lors de ces manifestations. En février, sept personnes ont été tuées à Conakry, la capitale du pays, au cours des manifestations liées à une grève contre la décision des autorités de revoir les conditions d'emploi des enseignants »⁷.

Dans la ville de Dinguiraye par exemple, les médias ont reporté sur le décès des enfants dans une maison incendiée par les jeunes manifestants au cours des violences post électorales qui ont secoué la Guinée en février 2018⁶. Plus de 50 personnes auraient été arrêtées au cours desdites manifestations.

Ces mouvements sociaux perturbent fortement la circulation dans les villes concernées, ralentissent les activités, installent un climat d'insécurité avec pour conséquence une recrudescence des cas de vols, de la petite criminalité et des violences sexuelles en particulier les viols sur des jeunes filles. En effet, dans un point de presse relayé par les médias, le contrôleur général de la police, Boubacar Kassé annonce que 238 cas de viols ont été enregistrés en Guinée en 2017.⁷

⁷ <https://www.africaguinee.com/articles/2018/02/07/violences-post-electorales-en-guinee-plus-de-50-personnes-arretees-dinguiraye>

Les populations prises en otage par les belligérants que sont les jeunes et les forces de l'ordre, développent à la fois un sentiment de répulsion pour les forces de l'ordre et une perception négative des jeunes.

Dans les zones minières en particulier, les jeunes se soulèvent souvent contre l'absence de transparence dans la gestion et l'utilisation des redevances minières par les autorités locales, ce qui ne permet pas de répondre aux besoins spécifiques des jeunes et des jeunes femmes des localités concernées.

Les besoins spécifiques des jeunes hommes et les jeunes femmes sont principalement, l'accès à l'emploi (le taux de dépendance des jeunes de moins de 35 ans est de 76,7% selon le rapport du profil de la Guinée du dividende démographique, 2017), l'accès aux opportunités de financement de leurs projets et l'accès à la formation de qualité (avec un taux de scolarisation de 28 % chez les filles et 38 % chez les garçons selon l'annuaire statistique de l'enseignement secondaire 2015-2016). Aussi, le déficit de communication/dialogue fait croire aux jeunes que les entreprises minières ne s'acquittent pas toujours de leurs obligations et leurs responsabilités sociales vis-à-vis des populations de leurs zones d'implantation. Conséquemment, les entreprises payent au prix fort les revendications portées par les jeunes et qui impactent négativement sur leurs activités. Dans ces zones, les besoins en termes de protection des jeunes, en particulière des jeunes femmes, sont une problématique récurrente. Nombreux cas des mariages temporaires et cas de violence et exploitation sexuelle font partie de la réalité des communautés, en vulnérant les Droits des groupes de population les plus à risque.

En plus de la mauvaise perception que les jeunes ont de l'utilisation par les autorités locales des redevances minières, ils protestent aussi contre l'indisponibilité des services sociaux de base (électricité, eau potable, santé, éducation etc.) et le manque d'opportunités d'insertion socio-économique, notamment d'emploi pour les jeunes. Les revendications liées à ces services sont exprimées de manière violente et perturbent fortement les activités des populations que l'on soit en zones minières ou dans les autres localités du pays. A Conakry, la capitale par exemple, la vie des citoyens est souvent perturbée par les mouvements de revendications des jeunes. Ces revendications sont à la fois d'ordre politique, social et économique.

Ces mouvements revendicatifs violents impliquent dans la plupart des cas des acteurs que sont :

Les jeunes : jeunes femmes et hommes scolarisés, déscolarisés et non scolarisés qui sont à la fois acteurs et victimes des conflits. Ils représentent la majorité de la population des zones concernées. Parmi les jeunes se trouvent notamment les jeunes filles non scolarisées et désœuvrées qui participent aux mouvements de revendications bien que leur nombre soit réduit par rapport au nombre de jeunes hommes.

Le Conseil Communal : assemblée élue composée des personnalités provenant de différents partis politiques de la localité, elle est l'instance d'administration et de gestion de la vie socioéconomique et politique de la collectivité y compris les redevances minières. En tant que tel, la grande partie des revendications des jeunes leur sont adressées.

Les autorités administratives et sécuritaires : représentants de l'Etat, elles sont toujours sollicitées pour offrir les services publics suffisants et de qualité. En cela, elles sont placées au cœur des revendications sociales des populations dans lesquelles les jeunes sont au premier plan. En utilisant de manière disproportionnelle la force publique, elles exacerbent les conflits entre elles et les usagers des services publics.

Entreprises minières : elles sont plus généralement des acteurs qui subissent les impacts négatifs des mouvements de revendications sociales ou politiques dans les zones où elles sont implantées, des mouvements qui affectent considérablement la rentabilité économique de l'activité développée par elles.

L'ensemble des mouvements revendicatifs impliquant les jeunes ont pour principales sources l'absence de dialogue inclusif formel entre les jeunes et les autres acteurs de la société notamment les autorités locales (administratives, sécuritaires et politiques) et la non implication des jeunes dans les processus de prise de décision.

En effet, les jeunes sont peu ou pas représentés dans les instances de prise de décision et conséquemment, leurs points vue et préoccupations ne sont pas toujours pris en compte dans les processus d'élaboration des projets et programmes de développement au niveau local et national. Il n'existe pas de mécanismes formels permettant de consulter les jeunes sur les sujets qui les concernent. L'absence d'espaces formels de participation des jeunes à la vie politique de leurs communes et de plateformes de dialogue contribuent à exacerber le sentiment de frustration chez les jeunes y compris les jeunes femmes. D'ailleurs, l'absence de dialogue intergénérationnel rend difficile la relève générationnelle et la naissance de nouveaux leaders parmi les jeunes femmes et hommes guinéens.

La participation politique des femmes et plus particulièrement de jeunes femmes restent un défi majeur en Guinée. Au niveau du mouvement des jeunes, elles sont très peu nombreuses à faire partie des organisations mixtes et encore moins dans les fonctions de responsabilité et leadership. Elles occupent souvent les postes de secrétaire ou trésorière, en exprimant timidement leurs avis et préoccupations lors des débats publics et lors des processus de prise de décision. En ce qui concerne les instances de participation et représentation au niveau local, les femmes sont nombreuses à intégrer les parties politiques ; cependant, elles accèdent difficilement aux postes de responsabilité. Le renforcement de l'autonomisation et du leadership des jeunes femmes est donc un enjeu majeur pour la pleine participation de la jeunesse guinéenne et la prise en compte effective de leurs préoccupations.

Le présent projet se focalisera sur 20 communes identifiées sur la base de la récurrence des mouvements de revendication à caractère violent observés çà et là dans le pays au cours de la période 2017-2018. La majorité de ces communes (rurales et urbaines) sont dans les zones d'exploitation minière. Le projet appuiera la mise en place des Conseils Communaux de Jeunes (CCJ) qui sont des cadres formels de dialogue entre jeunes-jeunes et entre jeunes et les autres acteurs locaux (conseils communaux, leaders traditionnels et religieux et entreprises minières). Il aidera à renforcer la communication et le partage d'information (top-down, down-top, transversale) sur les besoins spécifiques des jeunes en vue de leur prise en compte dans les Plans de Développement Locaux (PDL) et les Programmes d'Investissement Annuels (PAI) des localités concernées.

B. Ancrage aux cadres stratégiques du Gouvernement et des Nations Unies

Globalement, le projet s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre par l'Etat Guinéen de la résolution 2250 des Nations Unies qui exhorte les États Membres à examiner les moyens d'accroître la représentation inclusive des jeunes dans la prise de décision, à tous les niveaux, et de proposer des mécanismes pour la prévention et la résolution des conflits, en partenariat avec les jeunes. Le projet est également en lien avec la Charte Africaine de la Jeunesse dans laquelle les Etats membres s'engagent entres autres, à : a) Garantir l'accès des jeunes au Parlement et à tous les autres niveaux de prise de décision conformément aux lois ; b) Favoriser la création d'une plate-forme pour la participation des jeunes à la prise de décisions aux niveaux local et national, régional et continental de la gouvernance ; c) Assurer l'accès équitable des jeunes hommes et des jeunes femmes à la prise de décision et à l'exercice des responsabilités civiques.

Le projet est en lien avec le Plan National de Développement Economique et Social (PNDES) 2016 - 2020 qui met un accent particulier sur la participation des jeunes filles et garçons au processus de prise de décision et sur la promotion des droits des couches les plus vulnérables. Il est adossé à la politique nationale de la jeunesse et son plan stratégique décennal (2010-2020)

élabores et adoptés en 2010/2011. En effet, l'un des axes stratégiques de cette politique concerne la participation des jeunes au processus de développement et à la vie publique. L'ambition du Gouvernement est de mettre en place, à différents niveaux, des instances de représentation, de dialogue et d'expression sensibles à la prévention des conflits. Les Conseils Communaux de Jeunes (CCJ) et le Conseil National de la Jeunesse (CNJ) font partie de ces structures de représentation et de participation des jeunes.

Le projet va contribuer à la mise en œuvre de la « stratégie nationale de prévention, de gestion des conflits et de renforcement de la citoyenneté » développée par le Gouvernement avec l'appui du système des Nations Unies et du Fonds de Consolidation de la Paix.

Il est aussi complémentaire du projet de prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violent dans les zones à risque de la Guinée (PVE), financé par le PBF et mis en œuvre dans 17 des 20 communes ciblées par le présent projet. La mise en place de ces conseils de jeunes, impliquant aussi les cibles du projet PVE renforcera le cadre de dialogue inclusif formel qui permettra de traiter l'ensemble des thématiques concernant les jeunes y compris l'immigration clandestine, la radicalisation et l'extrémisme religieux.

En outre, des passerelles avec le projet « d'autonomisation, réinsertion sociale et renforcement de la participation citoyenne de 500 jeunes à la sécurité et à la prévention de la violence » mis en œuvre à Ratoma, Matoto et N'zérékore auprès des jeunes violents et membres de gang seront créées. Non seulement les conseils communaux de jeunes de ces zones incluront des bénéficiaires de ce projet, mais en plus les leçons apprises des dynamiques et synergies développées entre les jeunes, les services de sécurité et les leaders politiques locaux au sein des Comités Locaux de sécurité et de prévention de la délinquance permettront de renseigner les approches de dialogue qui seront développées par ce projet ci.

I. Contenu du projet, justification stratégique, et stratégie de mise en œuvre

a) brève description du contenu du projet

Le projet - ci, vise deux résultats majeurs : (1) assurer que les Plans Locaux de Développement (PDL) et les Programmes Annuels d'Investissement (PAI) révisés des 20 Communes concernées sont sensibles aux conflits, à l'égalité de genre et aux préoccupations et besoins spécifiques des jeunes ; (2) les besoins spécifiques des jeunes et leur rôle en tant qu'agents de changement positifs sont connus et discutés dans les collectivités et communautés

Afin de prévenir les conflits causés par les frustrations dues à l'exclusion et l'absence de dialogue entre les jeunes et les acteurs locaux, le projet renforcera i) l'inclusivité des processus de prise de décision locale et la prise en compte des préoccupations et besoins spécifiques des jeunes femmes et hommes dans les 20 communes les plus conflictogènes du pays ; ii) le dialogue entre les jeunes et les autres acteurs clefs de ces communes.

La stratégie du projet sera d'appuyer la création de « Conseils Communaux de Jeunes » inclusifs qui i) permettront de porter la voix des jeunes d'une manière cohérente auprès des Conseils Communaux ii) développeront des cadres de dialogues intergénérationnels, avec les autorités locales, avec les sages, et entre jeunes. En outre, le projet renforcera les capacités des Conseils Communaux et des Conseils Communaux de jeunes (CCJ) sur la programmation sensible aux conflits et aux besoins spécifiques des jeunes femmes et hommes.

La participation des jeunes à la gouvernance locale, la prise en compte de leurs préoccupations dans les projets et programmes de développement, l'amélioration des capacités des jeunes et des acteurs locaux sur les approches sensibles aux préoccupations des jeunes, à l'égalité des sexes et aux conflits permettront de réduire les risques de conflits initiés et entretenus par les jeunes eux mêmes.

Les bénéficiaires directs dudit projet seront 140 jeunes hommes et jeunes femmes âgés de 15-35 ans dont 140 avec au moins 30% de jeunes femmes membres des conseils communaux de jeunes, élus à l'issue des assemblées générales électorales conformément aux documents juridiques (statuts et Règlement Intérieur élaborés de manière inclusive par les jeunes) et 20 000 jeunes U-reporters qui alimenteront la plateforme d'échange qui sera mise en place. Les jeunes femmes/filles U-reporters et membres des CCJ seront 10.042 personnes.

Les bénéficiaires directs seront sélectionnés de la manière suivante :

En ce qui concerne les 140 membres des conseils de jeunes, ils seront élus suite à une assemblée générale électorale conformément aux statuts et au règlement intérieur, élaborés par les jeunes eux-mêmes.

Les critères de sélection sont entre autres: être de nationalité guinéenne ; être âgé de 18-35 ans ; être résident depuis 2 ans consécutifs dans la localité; obligation d'avoir au moins 30% de jeunes femmes dans les conseils.

En ce qui concerne les 20,000 jeunes U-reporters, une campagne de promotion pour l'enrôlement sur la plateforme sera réalisée. Les inscriptions se feront de manière libre par les jeunes. La parité sera de mise c'est-à-dire 10, 000 jeunes hommes et 10,000 jeunes femmes seront inscrites sur la plateforme U-report.

Les jeunes de toutes les catégories s'y retrouveront : jeunes femmes, jeunes hommes, jeunes handicapés, jeunes migrants retournés...

En tenant compte des projections du Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH, 2014), les bénéficiaires indirects du projet sont estimés à 996 043 jeunes femmes et hommes âgés de 15 à 35 ans dont 517 942 jeunes femmes des 20 communes ciblées. De manière désagrégée : Pour les 15-19 ans on aura 323 867 bénéficiaires indirects dont 171 099 jeunes femmes ; pour les 20-24 ans ils sont estimés à 262 760 dont 143 601 jeunes femmes ; et enfin pour la tranche d'âge 20-24 ans 409 416 bénéficiaires indirects dont 409 416 jeunes femmes.

Cadre des résultats

Le projet vise les résultats suivants :

Résultat 1. Les Plans de Développement Locaux (PDL) et les Programmes Annuels d'Investissement (PAI) révisés des 20 Communes concernées sont sensibles aux conflits, à l'égalité de genre et aux préoccupations et besoins spécifiques des jeunes.

Produit 1.1. Les Conseils Communaux de jeunes sont mis en place dans 20 communes les plus à risque aux conflits.

Activité 1.1.1 : Réaliser une étude légère sur la participation des jeunes au processus de développement local et de leur perception sur la prise en compte de leurs préoccupations dans les PDL et PAI ;

Activité 1.1.2 : Appuyer l'organisation des ateliers d'échange et d'amendement des textes juridiques et réglementaires existants relatifs à la mise en place des Conseils Communaux de Jeunes (ces textes déjà élaborés de manière participative avec les jeunes sous la coordination du Ministère de la Jeunesse, prévoient une participation des jeunes femmes de 30%) ;

Activité 1.1.3 : Elaborer le code électoral des CCJ de manière inclusive ;

Activité 1.1.4 : Développer et mettre en place des activités de plaidoyer visant à appliquer le quota de participation des jeunes femmes de 30%, au sein des CCJ, y compris au niveau des postes de représentation et prise de décision.

Activité 1.1.5 : Mettre en place des équipes mixtes de supervision des élections qui se chargeront de la coordination des différentes phases du processus électoral et mettre à leur disposition du matériel et des outils nécessaires pour la bonne tenue des élections ;

Activité 1.1.6: Mettre à disposition des 20 conseils communaux de jeunes du matériel et équipement pour leur fonctionnement (pour chaque conseil (1) bureau, (1) ordinateur et (1) kit de sonorisation). Un plaidoyer sera fait auprès des conseils municipaux afin qu'un local soit attribué aux CCJ ;

Activité 1.1.7: Organiser 2 sessions de revues des pairs pour partager les expériences/bonnes pratiques au niveau local et national.

Produit 1.2 : les CCJ collectent, analysent et exploitent les besoins spécifiques des jeunes y compris ceux des jeunes femmes.

Activité 1.2.1 : Assurer la formation des membres des CCJ sur : (i) l'approche de planification locale sensible aux conflits, à l'égalité des sexes et aux besoins des jeunes ; (ii) les outils de communications et de plaidoyer ; (iii) la bonne gouvernance et citoyenneté (iiii) le fonctionnement des Conseils Municipaux et les processus d'élaboration des PDL et PAI ;

Activité 1.2.2. Assurer la formation de jeunes femmes membres du CCJ sur la participation et le leadership féminin ; la prise de parole en public ; et une formation mixte spécifique sur la prise en compte de l'égalité de genre dans les actions menées par les CCJ

Activité 1.2.3 : Assurer l'enregistrement de 20,000 nouveaux U-reporters jeunes (femmes et hommes) dans les 20 communes concernées ;

Activité 1.2.4 : Réaliser 4 sondages à travers la plateforme numérique U-report pour recueillir la perception des jeunes sur la prise en compte de leurs préoccupations dans les PDL et PAI et du fonctionnement de leurs conseils ;

Activité 1.2.5: Appuyer la réalisation de 80 sessions d'échange et de dialogue (focus group discussion) entre les jeunes pour recueillir leurs besoins spécifiques.

Produit 1.3 : les Conseils Municipaux et les Conseils Communaux de Jeunes travaillent ensemble pour une compréhension partagée des besoins spécifiques des jeunes

Activité 1.3.1 : Former les conseillers municipaux des 20 collectivités sur : (i) l'approche de planification locale sensible aux conflits, à l'égalité des sexes et aux besoins spécifiques des jeunes ;

Activité 1.3.2 : Organiser des sessions de plaidoyer des CCJ auprès des autorités communales pour la prise en compte de leurs préoccupations spécifiques ;

Activité 1.3.3 : Organiser les ateliers de révision des PDL et PAI afin d'intégrer les préoccupations des jeunes femmes et hommes

Résultat 2 : Les besoins spécifiques des jeunes et leur rôle d'agents de changement positif sont connus et discutés dans les 20 collectivités concernées.

Produit 2.1 : Les sessions de dialogue intergénérationnels sont organisées entre les jeunes-jeunes et entre jeunes et les acteurs locaux notamment les autorités locales sur le besoins spécifiques et la prévention des conflits.

Activité 2.1.1 Appuyer l'organisation de 60 sessions de dialogues communautaires (40 sessions

entre jeunes-jeunes et 20 sessions jeunes et autres acteurs) sur les besoins spécifiques des jeunes et sur leur rôle d'acteurs clés de changements positifs. Les concernés par les dialogues sont : les jeunes eux-mêmes, les autorités politiques, administratives, les leaders traditionnels et religieux, les femmes, les entreprises minières, les services de sécurité, les structures spécialisées de l'Etat.

Activité 2.1.2. Organiser un atelier de réflexion et dialogue entre les conseils municipaux et les CCJ sur la participation des femmes ; une séance spécifique de dialogue entre les femmes membres des Conseils Municipaux et les jeunes femmes des CCJ aura lieu.

Activité 2.1.3 Appuyer les CCJ pour l'organisation des sessions de partage des informations avec les autres jeunes (communication top-down). Il est important de s'assurer que les informations collectées par les CCJ sont partagées avec les autres jeunes qui ne font pas partie des CCJ. IL s'agit de la retro information pour s'assurer que les jeunes de toutes catégories sociales ont la bonne information.

Produit 2.2. Les produits médias (reportages radio/tv, débats, réseaux sociaux, vidéos, photos et affiches...) en lien avec la prévention des conflits, la promotion de la participation de jeunes femmes sont réalisés par les jeunes femmes et hommes et diffusés à travers les canaux appropriés.

Activité 2.2.1. Produire des reportages radio/tv, des émissions interactives, débats avec les radios communautaires et rurales ainsi que des articles dans les réseaux sociaux (Youtube, Facebook, Twitter)

Activité 2.2.2. Produire des dépliants, des affiches, des vidéos et des articles de presse sensibles à la prévention des conflits et des violences, notamment des Violences Basées sur le Genre (VBG).

b) Théorie du changement

Si les Conseils Communaux de Jeunes sont mis en place et outillés pour recueillir l'avis des jeunes et porter leur voix auprès des instances locales de décision ;

Si la planification locale est sensible aux conflits, à l'égalité des sexes et aux besoins spécifiques des jeunes femmes et hommes ;

Si les échanges intergénérationnels sur les besoins et préoccupations des jeunes sont renforcés ;

Alors, les tensions et conflits causés par l'absence de dialogue seront réduits et la confiance mutuelle entre les jeunes et les autres acteurs (élus locaux, autorités administratives, leaders traditionnels et religieux, entreprises minières) aura été rétablie et renforcée ;

Parce que, les préoccupations des jeunes femmes et hommes, ainsi que leurs besoins spécifiques auront été pris en compte dans la planification locale et que ceux-ci se sentiront impliqués dans les processus de prise de décision.

c) Stratégie de mise en œuvre

Sur la base des textes juridiques et réglementaires existants au Ministère de la Jeunesse, les Conseils Communaux de Jeunes (CCJ) seront mis en place dans les 20 communes concernées. Ces communes (urbaines et rurales) ont été identifiées sur la base de la récurrence des conflits violents causés par les jeunes de ces localités.

La couverture des 20 communes est réaliste. Le budget proposé couvrira l'ensemble des interventions prévues. Les agences impliquées ont une présence effective sur le terrain. Les organisations de la société civile qui seront également impliquées ont des capacités

techniques/opérationnelles suffisantes pour une mise en œuvre réussie du projet. Il existe dans toutes ces communes ciblées des services déconcentrés et décentralisés qui sont des structures pérennes et des acteurs clés dans l'implémentation du projet.

Par ailleurs, le processus de mise en place des CCJ démarrera par les séances d'échange dans les quartiers et les districts pour présenter les textes juridiques et réglementaires afin de recueillir l'avis des jeunes et pour d'éventuels amendements desdits textes. Les actuels critères d'éligibilité des membres des CCJ définis dans les textes juridiques et réglementaires existants, ne prennent pas suffisamment en compte l'inclusivité de tous les jeunes, d'où la nécessité de les amender. Il est important que toutes les catégories de jeunes (scolarisés, déscolarisés et non scolarisés, handicapés, immigrés retournés, jeunes participant à la vie associative ou non, jeunes femmes etc.) soient représentées dans les CCJ y compris les jeunes femmes, lesquelles sont souvent absentes ou peu représentées dans ces espaces. Les textes amendés seront ainsi suffisamment partagés avec les jeunes pour une meilleure appropriation.

Un code électoral élaboré avec la participation des jeunes hommes et femmes, sera validé et vulgarisé. Une stratégie pour l'application effective du quota de 30% de participation féminine à tous les niveaux de responsabilité sera développée, budgétisée dans les PAI et appliquée. Une fois le code électoral compris et le processus électoral approprié par les jeunes, le projet appuiera la mise en place d'une commission électorale qui sera chargée de recevoir les listes des candidats et de valider chacune des candidatures sur la base des critères préalablement définis et acceptés par tous. Les CCJ seront composés des jeunes femmes et hommes scolarisés, déscolarisés, non-scolarisés, handicapés, survivants des Violences Basées sur le Genre, immigrés retournés et les jeunes des mouvements associatifs âgés de 15 à 35 ans. Au moins 30% des membres des CCJ seront des jeunes femmes.

Les jeunes élus dans les CCJ seront formés sur : (i) l'approche de planification locale sensible aux conflits, à l'égalité des sexes et aux besoins des jeunes ; (ii) les outils de communications et de plaidoyer ; (iii) la bonne gouvernance et citoyenneté (iiii) le fonctionnement des Conseils Municipaux et les processus d'élaboration des PDL et PAI. Il s'agit de leur donner les connaissances et les aptitudes nécessaires pour identifier leurs besoins spécifiques et faire le plaidoyer pour leur prise en compte dans les PDL et PAI.

Parallèlement, les Conseillers Municipaux seront également formés sur : (i) l'approche de planification locale sensible aux conflits, à l'égalité des sexes et aux besoins des jeunes ; (ii) et le fonctionnement des CCJ.

Des formations ponctuelles sur la promotion de la participation et le leadership des femmes, ainsi que des initiatives de dialogue intergénérationnel sur la question auront lieu.

A travers la plateforme numérique U-report et les dialogues communautaires avec les jeunes de toutes les catégories, leurs préoccupations seront recueillies, analysées et remontées vers les Conseils Municipaux qui les examineront en vue de leur intégration dans les projets et programmes de développement de leurs localités. Ainsi, les CCJ seront des hubs pour porter la voix des jeunes au sein des communautés.

Des ateliers seront organisés pour la révision des PDL et l'élaboration des PAI qui doivent être sensibles aux préoccupations des jeunes, à la prévention des conflits et à l'égalité des sexes. Les préoccupations des jeunes non scolarisés seront aussi recueillies à travers des 'focus group/discussion' qui seront organisées au niveau des quartiers et districts.

Le projet appuiera également les CCJ dans l'organisation des sessions de retro information pour faciliter le partage des informations à l'ensemble des jeunes de leurs territoires (Communication top-down).

En outre, des sessions d'échange entre jeunes-jeunes et entre jeunes et les autres acteurs locaux permettront d'améliorer les connaissances des uns et des autres sur les besoins spécifiques des jeunes et sur leur rôle d'acteurs et d'agents clés de changement positif dans leurs communautés respectives.

Toutes ces activités permettront d'assurer la prise en compte des préoccupations des jeunes dans les PDL et PAI, une meilleure compréhension des besoins spécifiques des jeunes par les acteurs locaux notamment les autorités locales, une meilleure connaissance du rôle des jeunes comme acteurs et agents de changement positif, la mise en place des mécanismes de partage d'information entre les jeunes-jeunes et entre les jeunes et les autres acteurs locaux. Une telle approche permettra de réduire les tensions sociales et les incompréhensions entre les jeunes et les autorités locales, limitant ainsi les violences causées suite aux mouvements de revendications des jeunes.

Les activités seront réalisées de Décembre 2018 à Mai 2020 en commençant par l'étude légère sur la participation des jeunes au processus de développement local et leur perception sur la prise en compte de leurs préoccupations dans les PDL et PAI. Le projet s'achèvera par une évaluation finale indépendante qui sera réalisée par un bureau externe recruté par appel à candidature ouvert.

C. Gestion du projet et coordination

a) Organisations bénéficiaires et partenaires de mise en œuvre

UNFPA sera l'agence lead dans la mise en œuvre du projet. Son expertise dans l'accompagnement du Ministère de la Jeunesse dans le processus de mise en place du Conseil National de la Jeunesse servira pour faciliter le processus de mise en place des Conseils Communaux de Jeunes. Elle assurera également la coordination de toutes les activités d'accompagnement des CCJ à travers la supervision des organisations à base communautaire qui seront identifiées et responsabilisées.

L'UNICEF est l'un des partenaires clés du Gouvernement dans la mise en œuvre de l'initiative 40 Communes de Convergence. C'est dans cette optique qu'elle contribue au renforcement de la gouvernance locale et de la redevabilité sociale pour permettre aux communes de piloter leur propre développement en comptant sur leurs potentiels. L'UNICEF accompagne les communes dans l'élaboration des plans locaux de développement (PDL) et les programmes annuels d'investissement (PAI). Etant l'agence qui héberge la plateforme numérique U-report, l'UNICEF assurera le lead dans l'organisation des sondages pour mesurer la perception des jeunes.

L'UNESCO travaillera au niveau stratégique en se focalisant sur le plaidoyer auprès des ministères clés pour l'institutionnalisation et l'opérationnalisation des conseils communaux de jeunes. Ce plaidoyer sera préparé et conduit avec les autres agences partenaires de mise en œuvre du projet. L'UNESCO jouit également d'une bonne expertise dans le renforcement de capacités sur la consolidation de la paix, la cohésion sociale et la citoyenneté.

Le Ministère de la Jeunesse, de l'Emploi des Jeunes et le Ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation seront les ministères co-lead pour la mise en œuvre du projet. Ces deux ministères sont les plus concernés par les thématiques traitées dans le projet et se mettront ensemble pour coordonner les activités de suivi et d'évaluation. D'autres ministères tels que le Ministère de l'Action Sociale, de la Promotion Féminine et de l'Enfance et le Ministère de l'Unité Nationale et de la Citoyenneté feront également partie du comité de pilotage du projet.

Le projet sera mis en œuvre à travers le partenariat avec les organisations de la société civile et les organisations à base communautaire. Les organisations identifiées sont les suivantes :

PROJEG : Le Programme Concerté de Renforcement des Capacités des Organisations de la Société Civile et de la Jeunesse Guinéenne est une ONG nationale guinéenne dont l'objectif principal est de renforcer les capacités des organisations de la société civile sur la gouvernance, la gestion des ressources, la prévention des conflits et la défense des droits de l'homme. Son expérience dans le renforcement de capacités et l'accompagnement des organisations de la société civile et dans la promotion de la culture de la paix pourrait être utile pour la mise en œuvre du présent projet.

Association Les villageois 2.0 : L'Association Les Villageois 2.0 est une ONG guinéenne qui a pour objectifs d'accroître la participation citoyenne des jeunes dans tous les secteurs d'activités, de renforcer la capacité des citoyens, élèves et étudiants sur l'utilisation des TIC, promouvoir la démocratie, les droits de l'homme, la citoyenneté et la bonne gouvernance et la culture de la paix à travers internet. L'organisation dispose d'un réseau important de jeunes villageois dans au moins 200 villages de la Guinée. Leur rôle est de promouvoir la participation et l'engagement des jeunes à travers la production des vidéos qui sont postées sur les réseaux sociaux.

RAJGUI : Créé en 2003, le RAJGUI a pour objectif, la promotion de l'émergence d'une jeunesse responsable, dynamique, culturellement enracinée et volontairement engagée dans le processus de développement national. L'organisation est implantée dans les 33 préfectures du pays et dans les 5 communes de Conakry.

AfriYAN : le Réseau des Adolescents et Jeunes en Population et Développement Guinée a été officiellement lancé en décembre 2017. Le nouveau réseau de jeunes est composé de 24 associations constituées en des groupes thématiques évoluant dans la capitale Conakry.

ABLOGUI : Association des Blogueurs de Guinée est une ONG qui regroupe les blogueurs et Web activistes guinéens. Elle est créée en 2011 et milite pour la promotion des médias citoyens et de l'engagement citoyen au service de la bonne gouvernance, la préservation de la paix et de l'unité nationale. Elle encourage le partage du savoir et les initiatives innovantes dans les domaines des TIC.

Ces organisations ont été sélectionnées sur la base des critères préalablement établis notamment l'expertise dans l'accompagnement des jeunes et des communes. D'autres organisations seront également sélectionnées sur le terrain selon les besoins précis liés à la mise en œuvre du projet.

b) Gestion du projet et coordination –

Le projet sera exécuté selon les modalités de mise en œuvre (DEX) par les 3 agences (UNFPA – agence lead, UNICEF et UNESCO). Celles-ci transféreront ensuite les ressources à leurs partenaires d'exécution sur la base de lettre d'accord (LOA) et/ou Mémoire d'Entente (MOU) selon les cas. Chaque agence assurera le suivi et le contrôle de qualité pour leurs partenaires d'exécution. Une équipe de coordination composée d'un coordonnateur, un spécialiste en suivi-évaluation, et un chargé de projet sera constituée (6,86 % du budget total sera alloué aux charges du personnel). Cette équipe apportera un appui technique à l'ensemble des agences du SNU impliquées dans le projet et aux partenaires de mise en œuvre du projet et sera responsable du suivi quotidien du projet, de la préparation des rapports d'avancement des activités et des rapports financiers ainsi que de la mise en œuvre globale du projet. L'équipe de coordination s'assurera que les rencontres du comité de pilotage du projet (voir partie suivi-évaluation) se tiennent sur une base au moins trimestrielle.

L'équipe de coordination et les autres agences du SNU impliquées dans la mise en œuvre du projet s'assureront de conserver une communication fréquente avec le Secrétariat du PBF. A cet effet, l'état d'avancement du projet, au plan substantif et financier, fera l'objet de discussions avec le Secrétariat du PBF.

Le projet sera intégré dans le mécanisme de coordination du portefeuille du PBF (voir partie suivi-évaluation).

c) Gestion du risque

Le niveau de risque 1 pour la mise en œuvre du projet permet de s'assurer de la réalisation correcte des activités planifiées. La présence des jeunes de toutes les catégories sociales de la localité dans la composition du CCJ permet de donner la possibilité de prise en compte des besoins et des préoccupations de l'ensemble des jeunes du territoire considéré. Le tableau ci-dessous donne une indication de ces risques et des stratégies d'atténuations de ceux-ci.

Risques	Probabilité (haute, moyenne, faible)	Gravité de l'impact sur le projet (haut, moyen, faible)	Stratégie d'atténuation (et personne/unité responsable)
La politisation des CCJ est l'un des risques majeurs.	Moyenne	Moyenne	Pour mitiger ce risque, le projet mettra l'accent sur la sensibilisation des jeunes, des conseils municipaux et des autres acteurs sur le caractère apolitique des CCJ et sur leur inclusivité. Au cours des formations, le rôle des CCJ sera expliqué.
La non inclusivité des CCJ	Moyenne	Moyenne	Le projet travaillera avec les jeunes et les autres acteurs pour amender les textes juridiques et réglementaires afin d'assurer que les jeunes de toutes les catégories sont représentés dans les CCJ. Aussi, les dialogues avec les jeunes permettront d'améliorer leurs connaissances et d'assurer leur appropriation de l'initiative.
La non appropriation des CCJ par les conseils municipaux	Moyenne	Moyenne	Des actions d'information, de plaidoyer et de renforcement de capacités des conseillers municipaux permettront de garantir leur adhésion au projet.

d) Suivi / évaluation

Le suivi de ce projet mettra l'accent sur la participation des bénéficiaires et des autorités nationales et locales impliquées en vue de la meilleure appropriation du processus et des résultats. Dans cette perspective, les différentes parties prenantes seront impliquées dans le système de suivi évaluation en termes d'analyse, de réflexions critique et de communication des résultats.

Le suivi évaluation du projet se fera à trois niveaux :

Le niveau opérationnel : un mécanisme de suivi participatif impliquant les bénéficiaires, les collectivités bénéficiaires, les services déconcentrés des Ministères concernés, les agences des Nations Unies et le secrétariat du Fonds de consolidation de la Paix sera développé et se réunira sur une base mensuelle.

Des rencontres mensuelles auront lieu avec le Secrétariat du PBF au cours desquelles seront présentées l'état d'avancement substantif du projet ainsi qu'un état des lieux financier à titre indicatif.

Le niveau technique : le comité technique du projet se réunira une fois par trimestre pour évaluer l'état d'avancement du projet et prendre les mesures pour surmonter les contraintes éventuelles. Le comité doit faire au bout de trois mois une revue des indicateurs pour apprécier leur mesurabilité et la capacité des équipes de projet à les alimenter. Le Comité technique de pilotage sera composé des Représentants du Ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation (MATD), du Ministère de la Jeunesse et emploi jeunes, du Ministère de l'Unité Nationale et de la Citoyenneté, du Ministère de l'Action Sociale, de la Promotion féminine et de l'Enfance et les représentants des 3 agences (UNFPA, UNICEF et UNESCO), d'un représentant du secrétariat technique du PBF, du/de la Coordinateur (trice) du Projet.

Le niveau stratégique : ce niveau de suivi est assuré par un Comité de pilotage. Il se réunit une fois par trimestre pour assurer le suivi des projets ayant un lien avec la thématique jeunesse et prévention des conflits. Il a pour mandat d'apprécier l'état d'avancement du projet, de donner des orientations stratégiques et de prendre des décisions importantes au regard du contexte et des enjeux nationaux. Le Comité pilotage pourra ainsi proposer au Bureau d'Appui à la Consolidation de la Paix (PBSO), à travers le Secrétariat du PBF et l'Agence lead des modifications du projet pour l'ajuster aux exigences du contexte national et local.

Un plan de mise en œuvre intégré sera élaboré en début du projet et de chaque année et constituera la base pour les activités de suivi. Une évaluation finale indépendante sera réalisée à la fin du projet afin de renseigner sur les principaux indicateurs d'impact et de tirer les leçons.

Chaque agence a la responsabilité d'assurer le suivi et évaluation des activités qui la concernent et ce, par ses propres personnels techniques et du M&E. Le coordonnateur du projet (UNFPA) est le responsable de la qualité du suivi et évaluation du projet, notamment de la compilation des données collectées, de la qualité des rapports et de la ponctualité de leur soumission. Il établira le cadre de suivi et évaluation du projet avec les agences avec l'appui du gestionnaire des projets du portefeuille du PBF en Guinée, et se coordonnera de manière régulière avec ce dernier.

Le suivi des produits du projet sera assuré par les agences et reposera sur : i) la collecte et l'analyse des données disponibles pour la prise des décisions, ii) la production de rapports de progrès semestriels pour la redevabilité, iii) les visites de sites et iv) la tenue des revues semestrielles et annuelles.

Au début du projet, une étude légère sur la participation des jeunes au processus de développement local et de leurs perceptions sur la prise en compte de leurs préoccupations dans les PDL et PAI sera réalisée en vue de collecter les données de base et déterminer certaines cibles du projet. Des analyses seront menées pour compléter la collecte des informations (notamment liées aux indicateurs qualitatifs).

Ensuite, l'équipe du Projet procédera à l'élaboration du plan de suivi et évaluation selon le cadre des résultats et mettra en place des outils participatifs.

Des visites de terrain seront organisées pour suivre et évaluer la mise en œuvre globale du projet afin de mieux appréhender les goulots et proposer des solutions. Le projet organisera 2 revues des pairs pour partager les expériences/bonnes pratiques au niveau local et national en vue disséminer les leçons apprises avec tous les acteurs.

Le Suivi des activités de terrain se déroulera pendant tout le long du processus de mise en œuvre du projet avec l'implication des jeunes et les autres acteurs.

Evaluation finale externe indépendante : une étude sera réalisée à la fin du projet par un Bureau externe de consultants recruté par appel à candidatures ouvert. Elle se basera sur les indicateurs définis dans le cadre du Projet pour apprécier la pertinence, l'efficacité, l'efficience et

la réalisation des résultats du projet. Elle utilisera des méthodes qualitatives et quantitatives. Les termes de références de l'étude seront établis par l'équipe du Projet et validés avec les partenaires.

Audit financier : pour assurer la conformité et la crédibilité des dépenses, le projet prévoit également un audit financier final, conduit par un Cabinet d'audit externe qui sera recruté par appel d'offres ouvert.

e) Stratégie de fin de projet / durabilité

L'institutionnalisation des conseils communaux de jeunes est un gage de durabilité du projet. En effet, l'un des défis majeurs est de s'assurer que les conseils mis en place et dont les capacités sont renforcées, pourront continuer de fonctionner et de remplir leur mission au-delà de la durée du projet. Un plaidoyer fort sera engagé auprès des conseils municipaux afin que les CCJ soient des organes consultatifs au sein des conseils municipaux. Leur statut d'organes consultatifs permettra aux jeunes de participer aux différents débats des conseils municipaux au cours desquels, les aspirations et les préoccupations des jeunes seront suffisamment pris en compte et intégrés dans les PDL et PAI. Ainsi, les jeunes pourront efficacement influencer les changements positifs dans leurs localités.

Chaque commune s'engagera à inscrire le CCJ dans ses priorités, de garantir sa fonctionnalité et de prendre en compte son avis dans le processus de prise de décision concernant la vie socioéconomique et politique dans la collectivité territoriale. Dans les deux communes de convergence concernées par ce projet, l'UNICEF accompagne le Gouvernement dans le renforcement de la gouvernance locale notamment la mobilisation et la gestion des ressources.

Le projet est en lien avec celui de la prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violent dans les zones à risque de la Guinée, financé par le PBF et mis en œuvre dans 17 des 20 communes ciblées. La mise en place de ces conseils de jeunes, impliquant aussi les cibles du projet PVE renforcera le cadre de dialogue inclusif formel qui permettra de traiter l'ensemble des thématiques concernant les jeunes y compris l'immigration clandestine, la radicalisation et l'extrémisme religieux

Le projet aidera la mise en place de la structure faîtière nationale des jeunes de Guinée (Conseil National des Jeunes) conformément à la charte africaine de la jeunesse, aux recommandations de la CEDEAO et de l'Union Africaine (Aspiration 6 de l'Agenda 2063) et à la politique nationale de la jeunesse.

D. Budget du projet

Ce présent budget se justifie par le volume des activités à réaliser et il a été élaboré sur la base d'une estimation objective, avec une prise en compte de l'aspect genre qui prend en compte notamment :

- Le personnel, au nombre de trois seront fortement impliqués dans la mise en œuvre des activités du projet (coordination, suivi & évaluation) et contribueront de façon permanente à l'exécution efficace des activités. Ces staffs seront dédiés à travailler 100% sur le projet.
- les voyages qui représentent des missions indispensables vont aider à suivre et à gérer l'ensemble des activités du projet de manière pleine et effective toutes les parties prenantes (agences SNU impliquées, contrepartie nationale et organisations de la société civile).

Remplissez les deux tableaux du budget en annexe D (document Excel à part).

Annex A.1: Project Administrative arrangements for UN Recipient Organizations

(This section uses standard wording – please do not remove)

The UNDP MPTF Office serves as the Administrative Agent (AA) of the PBF and is responsible for the receipt of donor contributions, the transfer of funds to Recipient UN Organizations, the consolidation of narrative and financial reports and the submission of these to the PBSO and the PBF donors. As the Administrative Agent of the PBF, MPTF Office transfers funds to RUNOS on the basis of the signed Memorandum of Understanding between each RUNO and the MPTF Office.

AA Functions

On behalf of the Recipient Organizations, and in accordance with the UNDG-approved “Protocol on the Administrative Agent for Multi Donor Trust Funds and Joint Programmes, and One UN funds” (2008), the MPTF Office as the AA of the PBF will:

- Disburse funds to each of the RUNO in accordance with instructions from the PBSO. The AA will normally make each disbursement within three (3) to five (5) business days after having received instructions from the PBSO along with the relevant Submission form and Project document signed by all participants concerned;
- Consolidate the financial statements (Annual and Final), based on submissions provided to the AA by RUNOS and provide the PBF annual consolidated progress reports to the donors and the PBSO;
- Proceed with the operational and financial closure of the project in the MPTF Office system once the completion is completed by the RUNO. A project will be considered as operationally closed upon submission of a joint final narrative report. In order for the MPTF Office to financially closed a project, each RUNO must refund unspent balance of over 250 USD, indirect cost (GMS) should not exceed 7% and submission of a certified final financial statement by the recipient organizations’ headquarters.);
- Disburse funds to any RUNO for any costs extension that the PBSO may decide in accordance with the PBF rules & regulations.

Accountability, transparency and reporting of the Recipient United Nations Organizations

Recipient United Nations Organizations will assume full programmatic and financial accountability for the funds disbursed to them by the Administrative Agent. Such funds will be administered by each RUNO in accordance with its own regulations, rules, directives and procedures.

Each RUNO shall establish a separate ledger account for the receipt and administration of the funds disbursed to it by the Administrative Agent from the PBF account. This separate ledger account shall be administered by each RUNO in accordance with its own regulations, rules, directives and procedures, including those relating to interest. The separate ledger account shall be subject exclusively to the internal and external auditing procedures laid down in the financial regulations, rules, directives and procedures applicable to the RUNO.

Each RUNO will provide the Administrative Agent and the PBSO (for narrative reports only) with:

Type of report	Due when	Submitted by
----------------	----------	--------------

Semi-annual project progress report	15 June	Convening Agency on behalf of all implementing organizations and in consultation with/ quality assurance by PBF Secretariats, where they exist
Annual project progress report	15 November	Convening Agency on behalf of all implementing organizations and in consultation with/ quality assurance by PBF Secretariats, where they exist
End of project report covering entire project duration	Within three months from the operational project closure (it can be submitted instead of an annual report if timing coincides)	Convening Agency on behalf of all implementing organizations and in consultation with/ quality assurance by PBF Secretariats, where they exist
Annual strategic peacebuilding and PBF progress report (for PRF allocations only), which may contain a request for additional PBF allocation if the context requires it	1 December	PBF Secretariat on behalf of the PBF Steering Committee, where it exists or Head of UN Country Team where it does not.

Financial reporting and timeline

Timeline	Event
30 April	Annual reporting – Report Q4 expenses (Jan. to Dec. of previous year)
<i>Certified final financial report to be provided by 30 June of the calendar year after project closure</i>	

UNEX also opens for voluntary financial reporting for UN recipient organizations the following dates

31 July	Voluntary Q2 expenses (January to June)
31 October	Voluntary Q3 expenses (January to September)

Unspent Balance exceeding USD 250, at the closure of the project would have to be refunded and a notification sent to the MPTF Office, no later than six months (30 June) of the year following the completion of the activities.

Ownership of Equipment, Supplies and Other Property

Ownership of equipment, supplies and other property financed from the PBF shall vest in the RUNO undertaking the activities. Matters relating to the transfer of ownership by the RUNO shall be determined in accordance with its own applicable policies and procedures.

Public Disclosure

The PBSO and Administrative Agent will ensure that operations of the PBF are publicly disclosed on the PBF website (<http://unpbf.org>) and the Administrative Agent's website (<http://mptf.undp.org>)

Annex A.2: Project Administrative arrangements for Non-UN Recipient Organizations

(This section uses standard wording – please do not remove)

Accountability, transparency and reporting of the Recipient Non-United Nations Organization:

The Recipient Non-United Nations Organization will assume full programmatic and financial accountability for the funds disbursed to them by the Administrative Agent. Such funds will be administered by each recipient in accordance with its own regulations, rules, directives and procedures.

The Recipient Non-United Nations Organization will have full responsibility for ensuring that the Activity is implemented in accordance with the signed Project Document;

In the event of a financial review, audit or evaluation recommended by PBSO, the cost of such activity should be included in the project budget;

Ensure professional management of the Activity, including performance monitoring and reporting activities in accordance with PBSO guidelines.

Ensure compliance with the Financing Agreement and relevant applicable clauses in the Fund MOU.

Reporting:

Each Receipt will provide the Administrative Agent and the PBSO (for narrative reports only) with:

Type of report	Due when	Submitted by
Bi-annual project progress report	15 June	Convening Agency on behalf of all implementing organizations and in consultation with/ quality assurance by PBF Secretariats, where they exist
Annual project progress report	15 November	Convening Agency on behalf of all implementing organizations and in consultation with/ quality assurance by PBF Secretariats, where they exist
End of project report covering entire project duration	Within three months from the operational project closure (it can be submitted instead of an annual report if timing coincides)	Convening Agency on behalf of all implementing organizations and in consultation with/ quality assurance by PBF Secretariats, where they exist
Annual strategic peacebuilding and PBF progress report (for PRF allocations only), which may contain a request for additional PBF allocation if the context	1 December	PBF Secretariat on behalf of the PBF Steering Committee, where it exists or Head of UN Country Team where it does not.

requires it		
-------------	--	--

Financial reports and timeline

Timeline	Event
28 February	Annual reporting – Report Q4 expenses (Jan. to Dec. of previous year)
30 April	Report Q1 expenses (January to March)
31 July	Report Q2 expenses (January to June)
31 October	Report Q3 expenses (January to September)
<i>Certified final financial report to be provided at the quarter following the project financial closure</i>	

Unspent Balance exceeding USD 250 at the closure of the project would have to be refunded and a notification sent to the Administrative Agent, no later than three months (31 March) of the year following the completion of the activities.

Ownership of Equipment, Supplies and Other Property

Matters relating to the transfer of ownership by the Recipient Non-UN Recipient Organization will be determined in accordance with applicable policies and procedures defined by the PBSO.

Public Disclosure

The PBSO and Administrative Agent will ensure that operations of the PBF are publicly disclosed on the PBF website (<http://unpbf.org>) and the Administrative Agent website (<http://www.mptf.undp.org>)

Final Project Audit for non-UN recipient organization projects

An independent project audit will be requested by the end of the project. The audit report needs to be attached to the final narrative project report. The cost of such activity must be included in the project budget.

Special Provisions regarding Financing of Terrorism

Consistent with UN Security Council Resolutions relating to terrorism, including UN Security Council Resolution 1373 (2001) and 1267 (1999) and related resolutions, the Participants are firmly committed to the international fight against terrorism, and in particular, against the financing of terrorism. Similarly, all Recipient Organizations recognize their obligation to comply with any applicable sanctions imposed by the UN Security Council. Each of the Recipient Organizations will use all reasonable efforts to ensure that the funds transferred to it in accordance with this agreement are not used to provide support or assistance to individuals or entities associated with terrorism as designated by any UN Security Council sanctions regime. If, during the term of this agreement, a Recipient Organization determines that there are credible allegations that funds transferred to it in accordance with this agreement have been used to provide support or assistance to individuals or entities associated with terrorism as designated by any UN Security Council sanctions regime it will as soon as it becomes aware of it inform the head of PBSO, the Administrative Agent and the donor(s) and, in consultation with the donors as appropriate, determine an appropriate response.

Non-UN recipient organization (NUNO) eligibility:

In order to be declared eligible to receive PBF funds directly, NUNOs must be assessed as technically, financially and legally sound by the PBF and its agent, the Multi Partner Trust Fund Office (MPTFO). Prior to submitting a finalized project document, it is the responsibility of each NUNO to liaise with PBSO and MPTFO and provide all the necessary documents (see below) to demonstrate that all the criteria have been fulfilled and to be declared as eligible for direct PBF funds.

The NUNO must provide (in a timely fashion, ensuring PBSO and MPTFO have sufficient time to review the package) the documentation demonstrating that the NUNO:

- Has previously received funding from the UN, the PBF, or any of the contributors to the PBF, in the country of project implementation
- Has a current valid registration as a non-profit, tax exempt organization with a social based mission in both the country where headquarter is located and in country of project implementation for the duration of the proposed grant. (**NOTE:** If registration is done on an annual basis in the country, the organization must have the current registration and obtain renewals for the duration of the project, in order to receive subsequent funding tranches)
- Produces an annual report that includes the proposed country for the grant
- Commissions audited financial statements, available for the last two years, including the auditor opinion letter. The financial statements should include the legal organization that will sign the agreement (and oversee the country of implementation, if applicable) as well as the activities of the country of implementation. (**NOTE:** If these are not available for the country of proposed project implementation, the CSO will also need to provide the latest two audit reports for a program or project based audit in country.) The letter from the auditor should also state whether the auditor firm is part of the nationally qualified audit firms.
- Demonstrates an annual budget in the country of proposed project implementation for the previous two calendar years, which is at least twice the annualized budget sought from PBF for the project⁸
- Demonstrates at least 3 years of experience in the country where grant is sought
- Provides a clear explanation of the CSO's legal structure, including the specific entity which will enter into the legal agreement with the MPTF-O for the PBF grant.

⁸ Annualized PBF project budget is obtained by dividing the PBF project budget by the number of project duration months and multiplying by 12.

Annexe B : Cadre de résultats du projet (doit inclure les données ventilées par sexe et âge)

Nom du pays : GUINEE						
Dates du projet : Décembre 2018						
Théorie de changement pour l'IRF :						
Si les Conseils Communaux de Jeunes sont mis en place et outillés pour recueillir l'avis des jeunes et porter leur voix auprès des instances locales de décision ;						
Si la planification locale est sensible aux conflits, a l'égalité des sexes et aux besoins spécifiques des jeunes femmes et des jeunes hommes ;						
Si les échanges intergénérationnels sur les besoins et préoccupations des jeunes sont renforcés ;						
Alors, les tensions et conflits causés par l'absence de dialogue seront réduits et la confiance mutuelle entre les jeunes et les autres acteurs (élus locaux, autorités administratives, leaders traditionnels et religieux, entreprises minières) aura été rétablie et renforcée ;						
Parce que, les préoccupations des jeunes femmes et des jeunes hommes, ainsi que leurs besoins spécifiques auront été pris en compte dans la planification locale et que ceux-ci se sentiront impliqués dans les processus de prise de décision.						
Résultats	Produits	Indicateurs	Mode de vérification	Année 1 (2019)	Année 2 (2020)	Etapes
Description du résultat 1 : Les Plans de Développement Locaux (PDL) et les Programmes Annuels d'Investissement (PAI) révisés des 20 Communes concernées sont sensibles aux conflits, à l'égalité de genre et aux		Indicateur de résultat 1.1 Pourcentage des conflits causés par les jeunes annuellement dans la zone du projet projet. Niveau de référence : (à définir pendant l'étude de perception) Cible : 50% de réduction	-rapport de l'étude légère - les rapports des sessions d'élaboration et /ou de révision des PDL et PAI	X	X	Monitoring régulier (trimestriels) par les services d'inspections Missions de suivis semestrielles conjointes du projet Rapport consolidé comparatif début

[illegible]

Annexe C: Liste de vérification pour le lancement du projet

Question	OUI	NON	Commentaire
1. Les partenaires de mise en œuvre ont-ils tous été identifiés ?	X		
2. Les termes de référence pour le personnel clef sont-ils finalisés et prêts à être lancés ?		X	
3. Les sites d'intervention du projet ont-ils été identifiés ?	X		
4. Les communautés locales et les représentants du gouvernement ont-ils été consultés sur l'existence du projet ?	X		
5. Une analyse préliminaire / identification des leçons apprises / activités existantes a-t-elle été effectuée ?	X		
6. Les critères de détermination des bénéficiaires ont-ils été identifiés ?	X		
7. Des accords ont-ils été mis en place avec la contrepartie nationale pertinente au sujet de la mise en œuvre du projet entre les agences bénéficiaires ?	X		
8. Des arrangements clairs ont-ils été prévus concernant la stratégie de mise en œuvre entre les différentes agences bénéficiaires ?	X		
9. Quelles sont les autres activités de préparation devant être entreprises avant que le projet ne démarre et combien de temps sera-t-il nécessaire pour les effectuer ?		N/A	